

**Non classifié**

**SG/SD/RT/A(2010)1**



Organisation de Coopération et de Développement Économiques  
Organisation for Economic Co-operation and Development

**Français - Or. Anglais**

**SECRETARIAT GÉNÉRAL**

**SG/SD/RT/A(2010)1**  
**Non classifié**

## **Table ronde sur le Développement durable**

### **ÉLEVAGE ET POLITIQUE CLIMATIQUE : MOINS DE VIANDE OU MOINS DE CARBONE ?**

**Ordre du jour annoté de la 25ème réunion de la Table ronde sur le développement durable**

**Paris, 24 février 2010**

**Français - Or. Anglais**

## 25ÈME TABLE RONDE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

### ÉLEVAGE ET POLITIQUE CLIMATIQUE : MOINS DE VIANDE OU MOINS DE CARBONE ?

Siège de l'OCDE  
Paris  
24 février 2010  
13h00 – 18h00

#### PROGRAMME

- 13h00** Déjeuner des participants à la Table ronde (Salle Marshall, Château de la Muette)
- 14h30** Début de la réunion (Salle C, Château de la Muette)
- 16h30** Pause café
- 16h45** Reprise de la réunion
- 18h00** Clôture de la réunion

#### QUESTIONS À EXAMINER

On estime que l'élevage produit entre 8 % et 18 % des émissions mondiales de GES. Or le monde doit d'ici 2050 réduire ses émissions globales d'au moins 40 % par rapport à leurs niveaux de 2000. Bien que de nombreux pays aient mis en oeuvre des politiques de réduction systématique des émissions, l'agriculture en a été pour une large part exclue. La non prise en compte dans les efforts d'atténuation d'une source aussi importante que celle-ci est susceptible de renchérir le coût de la prévention d'un changement climatique dangereux et partant de compromettre les efforts en la matière.

Dans le même temps, il faut que la production alimentaire augmente sensiblement dans un monde où la population devrait atteindre 9 milliards d'êtres humains d'ici 2050. D'où une tension entre l'augmentation de la production et la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la limitation des impacts préjudiciables sur l'environnement - tension qui devient plus intense avec l'augmentation de la demande de produits d'origine animale.

- 1. Les politiques climatiques des pays de l'OCDE devraient-elles viser à modifier ou limiter la demande de produits d'origine animale ou devraient-elles mettre l'accent sur la réduction de l'intensité d'émission de la production animale ?*

A première vue, la satisfaction d'une demande croissante de produits carnés parallèlement à une réduction de l'intensité d'émission de la production animale implique une intensification de l'élevage et une augmentation de la production porcine et volaillière. Toutefois, compte tenu de la quantité de produits végétaux comestibles par l'homme consommée dans les systèmes intensifs, la production alimentaire ne sera pas nécessairement maximisée par rapport aux terres actuellement disponibles. Un moyen d'obtenir le

maximum de produits alimentaires avec le minimum d'émissions pourrait être d'exploiter les meilleures terres arables pour des cultures destinées à la consommation humaine et les terres marginales pour l'élevage intensif.

2. *Jusqu'où les responsables de l'action publique devraient-ils aller pour faire en sorte que les différentes qualités de terres soient utilisées de manière à produire le plus possible d'aliments avec le moins d'émissions ?*

Les commerçants d'un certain nombre de pays étudient déjà la possibilité d'utiliser des systèmes d'étiquetage pour informer les consommateurs de l'empreinte carbone des aliments que ceux-ci achètent. Faute d'une telle information, les consommateurs sensibilisés ne sont pas en mesure de faire des choix éclairés et d'acheter des aliments à plus faible empreinte. Néanmoins, de tels dispositifs risquent d'être coûteux et potentiellement discriminatoires en raison des difficultés que pose la mesure de l'empreinte d'émission des produits alimentaires.

3. *Dans quelle mesure appartient-il aux gouvernements de valider et éventuellement de normaliser l'information sur l'empreinte de gaz à effet de serre des produits alimentaires ? La fourniture d'une information exacte à cet égard contribuerait-elle à faire évoluer la collectivité, réduisant ainsi la consommation de produits d'origine animale et les émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur agricole ?*

La politique climatique dans le secteur agricole est entravée par les difficultés que posent la mesure des émissions et le suivi des pratiques dans les exploitations. En théorie, plus les émissions peuvent être mesurées avec précision, plus les politiques sont efficaces pour encourager les agriculteurs à réduire leurs émissions et les consommateurs à acheter des produits à faible émission. Il ya toutefois un compromis à trouver entre la recherche de la précision et l'augmentation des coûts de réduction des émissions dans les exploitations agricoles.

4. *Dans quelle mesure faut-il mieux surveiller et contrôler les activités sur l'exploitation ?*

La plupart des économistes conviendraient que le meilleur moyen de trouver un équilibre entre la réduction des émissions et le maintien de la production serait d'affecter un prix aux émissions dans le secteur agricole. Cela pourrait se faire par une taxe sur les émissions ou par l'intégration de l'agriculture dans les mécanismes d'échanges de droits d'émissions.

5. *Quelle priorité faudrait-il donner à l'affectation d'un prix aux émissions produites par l'élevage ?*

Quelles que soient les politiques mises en place, celles-ci sont susceptibles d'induire de nouvelles distorsions dans les échanges mondiaux de produits alimentaires. Toute distorsion compromettrait la capacité du secteur agricole à innover et à augmenter sa production pour répondre à une demande de produits alimentaires en forte croissance.

6. *Quel est le meilleur moyen de limiter au mieux les impacts négatifs sur les échanges tout en maximisant les possibilités de réduction des émissions ? Comment peut-on assurer la cohérence, à l'échelle internationale, entre des politiques climatiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des politiques agricoles visant à maintenir les valeurs sociales et à accroître la production alimentaire ?*